

52775

Distr. : LIMITEE

ECA/MULPOC/Tangiers/90  
Avril 1990

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Comité d'experts du MULPOC d'Afrique du Nord

Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne)  
14 et 15 mai 1990

APPLICATION DU SYSTEME PANAFRICAIN DE DOCUMENTATION ET  
D'INFORMATION (PADIS) EN AFRIQUE DU NORD

Décembre 1988-mars 1990

1. Le dernier rapport présenté au Comité d'experts du MULPOC d'Afrique du Nord - Comité technique sous-régional pour l'ADIS concernant l'application de l'ADIS en Afrique du Nord a été publié en janvier 1989 et portait sur la période allant de décembre 1987 à novembre 1988. Le présent document porte sur la période décembre 1988-mars 1990.

2. Pendant la période considérée, le projet RAB/88/012 financé par le PNUD concernant la participation des pays d'Afrique du Nord à l'ADIS était en cours. Toutefois, son exécution a souffert de retards dans le recrutement du documentaliste arabophone, qui doit remplir les fonctions de responsable du projet. La procédure de recrutement a commencé au début de 1989 par la publication de l'avis de vacance de poste et s'est terminée en 1990 avec une offre à un candidat marocain, qui devrait entrer en fonction à la mi-avril 1990. La vacance de ce poste n'a cependant pas empêché la réalisation de progrès dans l'exécution du projet. Ces progrès sont détaillés ci-après, par produits et objectifs du projet.

#### Etat de réalisation des produits du projet

1. Objectif immédiat : Amélioration de l'accès à l'information par la constitution de réseaux sous-régionaux et régionaux de centres nationaux de documentation par le biais du PADIS

#### Echange et installation de bases de données (mise en place et mises à jour périodiques)

3. Les centres nationaux participants d'Algérie, du Maroc et du Soudan ont fourni des bases de données bibliographiques. L'Algérie et le Maroc les ont envoyées sur bande magnétique et le Soudan, sur des disquettes de 3,5 pouces. Ainsi, la base de données bibliographiques PAD-DEV a été enrichie de plus de 10 000 entrées. La Somalie et le Soudan ont communiqué des bases de données de référence (projets de recherche concernant le développement).

4. Les bases de données ont été installées comme suit :

- PAD-DEV (base de données bibliographiques) a été installée en Algérie, au Maroc et au Soudan (au central national participant et au bureau du PNUD, à la demande de ce dernier);
- La base de données sur les experts africains (CTPD-Afrique) a été installée au Soudan;
- La base de données des projets de recherche concernant le développement (RESPRO) a été installée au Soudan;
- La base de données sur les institutions de développement a été installée au Maroc;

La base de données statistiques (PADIS-STAT) a été installée en Algérie, à l'Office national des statistiques.

5. Grâce aux informations introduites, tous les participants régionaux peuvent échanger des données. Les bases de données servent aux centres nationaux participants, aux bureaux nationaux de statistique, ainsi qu'aux bureaux du PNUD de la sous-région.

Index bibliographiques concernant le développement (quatre, dont deux au niveau national et deux suppléments arabes à DEVINDEX-Africa)

6. En l'absence du documentaliste arabophone, ces index n'ont pas été produits. Comme on l'a indiqué plus haut, le poste devrait être pourvu en avril 1990. Dès l'entrée en fonction de ce dernier, la production de ces index devrait être rapide, étant donné que les pays d'Afrique du Nord ont déjà fourni de nombreuses données.

Diffusion sélective d'information (deux bulletins par an)

7. Les utilisateurs ont été déterminés et les profils ont été établis. Des formulaires d'inscription sont largement diffusés aux utilisateurs potentiels d'Afrique du Nord. On prévoit qu'au moins 40 utilisateurs recevront le prochain bulletin, qui doit être expédié en juin 1990.

Fourniture de documents sur demande

8. Des demandes ont été reçues et traitées des pays suivants : Djibouti, Egypte, Libye, Maroc, Soudan et Tunisie. Les documents sont utilisés par les centres nationaux participants, les ministères, le personnel d'institutions sous-régionales, les bureaux du PNUD et les chercheurs des institutions nationales de recherche.

Services de questions-réponses fournis sur demande

9. Des services de questions-réponses ont été fournis à quatre pays de la sous-région (Djibouti, Maroc, Somalie et Soudan). Les questions portaient sur des domaines prioritaires de développement (énergie, science et technologie, agriculture et zootechnie). Toutes les demandes ont reçu une réponse personnalisée. Les réponses servent aux ministères, aux centres nationaux participants, aux chercheurs des institutions nationales de recherche et aux institutions intergouvernementales sous-régionales.

Publication technique : Rapport d'étude sur l'adaptation de la conception et des activités du PADIS aux réalités nord-africaines et aux progrès technologiques

10. Un mandat a été établi et un consultant a été désigné. On attend les observations du consultant au sujet de la proposition avant de procéder au recrutement.

## II. Développement de l'utilisation de l'information et des bases de données du PADIS dans la région

### Publication technique : Etude des problèmes d'utilisation de l'information et des stratégies de "commercialisation" de l'information

11. L'étude est en cours dans trois pays de la sous-région. Un consultant a été recruté, la méthode de recherche a été élaborée, les participants ont été identifiés et le questionnaire a été expédié. Une lettre de rappel est envoyée à ceux qui n'ont pas répondu au questionnaire. Le rapport devrait être rédigé en avril-mai 1990.

### Matériaux et activités de promotion (brochures, affiches, etc.)

12. Une brochure intitulée "Qu'est-ce que le PADIS ?" a été publiée en langue arabe. Les quatre derniers numéros du bulletin d'information du PADIS qui contenaient des articles intéressants l'Afrique du Nord sont en cours de traduction en arabe. Une disquette concernant le PADIS, destinée à des micro-ordinateurs, a été élaborée et distribuée aux centres nationaux participants. Ce produit sert aux abonnés figurant sur la liste de diffusion du PADIS : centres nationaux participants, établissements de recherche, bibliothèques, ministères et institutions non gouvernementales et intergouvernementales.

## III. Mise au point et reproduction d'outils et d'application informatisés au moyen de services de formation et de services consultatifs

### Formation de personnel au logiciel de gestion de l'information

13. En vertu d'un accord de coopération passé avec le Centre de documentation de la Ligue arabe à Tunis, un ressortissant soudanais a été formé au Centre de documentation de la Ligue arabe (ALDOL) au logiciel mini-micro CDS/ISIS (logiciel de gestion de l'information bibliographique). Une autre personne, provenant du Maroc, a été formée au MINISIS avancé (autre logiciel de gestion de l'information bibliographique) à Amman (Jordanie). Deux autres participants soudanais ont été formés à l'ALDOL à la mise au point et à la gestion de systèmes d'information. Un atelier sur l'utilisation du logiciel de gestion de l'information statistique est prévu au Maroc pour le quatrième trimestre de 1990.

### Formation de personnel aux banques de données statistiques (installation, exploitation, mise au point de PADIS-STAT)

14. Dans le cadre de l'installation de PADIS-STAT (voir plus loin), des fonctionnaires de l'Office national des statistiques d'Algérie ont été formés à l'utilisation de ce système en mai 1989 et l'Office l'utilise pour participer à la publication de l'Annuaire statistique. La formation se poursuivra à un rythme accéléré. Une autre demande d'installation du système a été reçue du Soudan. Toutefois, ce pays ne disposant pas d'un

système de mini-ordinateurs Hewlet Packard, l'exploitation de ce système sur mini-ordinateur doit faire l'objet de travaux préliminaires.

Services consultatifs concernant l'installation de PADIS-STAT dans les centres nationaux

15. Une mission consultative a été organisée en Algérie du 15 au 30 mai pour installer la base de données PADIS-STAT dans le cadre de l'automatisation de l'Annuaire statistique.

Traitement de texte en caractères arabes

16. Bien que, en l'absence du documentaliste arabophone, peu d'activités aient pu être menées, les préparatifs nécessaires ont été effectués : on a fait l'acquisition d'un micro-ordinateur arabisé, de même qu'une imprimante à laser équipée de caractères arabes et d'un logiciel de traitement de texte arabe. En collaboration avec le Groupe des impressions et des publications de la CEA, des expériences ont été consacrées à l'utilisation des caractères arabes dans le traitement de l'information. Dès que le documentaliste arabophone sera en place, il effectuera une mission à l'ALDOL pour examiner l'évolution de la situation dans ce domaine.

IV. Mise au point de l'infrastructure de base dans les techniques de documentation informatisée

Services consultatifs (deux fois par an) dans la conception de systèmes d'information; identification d'institutions chefs de file et des centres de coordination nationaux; formulation de politiques en matière d'information; missions d'enquête, etc

17. Les missions consultatives suivantes ont été effectuées :

- Au centre national participant et dans d'autres institutions d'Egypte, au sujet de l'évaluation des besoins d'information concernant les femmes et le développement (11-15 février 1989);
- Au Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social (ACARTSOD) à Tripoli (Libye), sur la mise au point d'une banque de données sociales (25-30 avril 1989);
- Au centre national participant d'Algérie, le Centre national d'information sur le développement économique, et à l'Office national des statistiques, sur la création d'une banque de données numériques sur les prix (15-19 mai 1989).

18. Par ailleurs, la Libye a demandé pour mai 1990 une autre mission consultative d'évaluation des besoins. Ainsi, les services sont utilisés par les centres nationaux participants, les ministères et services publics, les bureaux nationaux de statistique et les centres sous-régionaux de recherche et de formation.

Formation de personnel aux techniques de documentation informatisée (méthodes PADIS)

19. Le personnel ci-après a été formé aux techniques de documentation informatisée (méthodes PADIS) :

- Un documentaliste de l'Autorité intergouvernementale pour la lutte contre la sécheresse et la désertification (IGADD), dont le siège est à Djibouti, a étudié les méthodes PADIS au PADIS du 12 au 18 juin 1989;
- Un documentaliste agricole du Soudan a étudié les méthodes PADIS dans le cadre du cours PADIS-CIRDAFRICA sur l'information en matière de développement agricole, tenu à Nairobi du 23 au 28 octobre 1989;
- Le PADIS a organisé un cours concernant le CDS-ISIS avancé à l'intention de participants égyptiens et soudanais au Soudan, du 20 mars au 4 avril 1990;
- Le directeur adjoint de l'École des sciences d'information (ESI) de Rabat a effectué un voyage d'étude au PADIS du 26 mars au 4 avril 1990 pour étudier les méthodes PADIS en vue de leur introduction dans le programme de l'ESI visant à former des documentalistes et des spécialistes de l'information d'Afrique du Nord.

20. C'est ainsi que la formation aux méthodes PADIS a commencé à l'intention de participants de la sous-région. Ces activités de formation se développeront d'ici que le documentaliste arabophone et le responsable de la mise en place de programmes d'information (RAP/EG/933) seront intégrés au PADIS au printemps de 1990. A ce jour, les bénéficiaires de cette formation ont été les centres nationaux participants, les ministères et les organisations sous-régionales.

Formation de personnel à de nouvelles stratégies de gestion de l'information

21. Le premier atelier du PADIS consacré à cette question s'est tenu à Tanger (Maroc) du 7 au 17 novembre 1988 sur le thème "Stratégies de gestion de l'information en vue du développement de l'Afrique". Huit des 20 participants provenaient d'Afrique du Nord. Chacun d'eux a présenté des documents qui ont fait l'objet d'un débat approfondi. Ces présentations ont été réunies en un document sur les stratégies de gestion de l'information en vue du développement de l'Afrique, qui paraîtra sous peu.

22. En outre, une ressortissante marocaine a participé au deuxième atelier du PADIS sur la gestion de l'information consacré à la gestion d'un centre-service national ou institutionnel de documentation et d'information dans un cadre africain, tenu à Nairobi du 11 au 15 décembre 1989. Elle a présenté un document relatif aux problèmes de gestion des centres et services d'information et de documentation en Afrique.

23. Des membres des centres nationaux participants du Maroc, d'Algérie, d'Égypte et de Soudan ont été invités au séminaire-voyage d'étude PADIS-URSS sur la gestion des systèmes et réseaux d'information scientifique, technologique et socio-économique, tenu à Moscou du 15 au 27 octobre 1989. Le Maroc a assuré les fonctions de rapporteur de cette réunion.

24. Le PADIS a participé à des journées d'étude du 9 au 11 février 1990 consacrées à l'utilisation du CD-ROM aux fins de la gestion de l'information, qui se sont tenues à Khartoum. Les résultats servent aux responsables de la gestion de l'information dans les centres nationaux participants, les écoles de bibliothéconomie de la région, ainsi qu'au PADIS, pour améliorer la gestion et la diffusion d'information dans la région.

#### OBJECTIFS DU PROJET RAB/88/012

##### Objectifs immédiats

1. Amélioration de l'accès à l'information au moyen de la constitution de réseaux sous régionaux et régionaux de centres nationaux de documentation par l'intermédiaire du PADIS

25. Des progrès très sensibles ont été accomplis pour ce qui est de l'échange d'information, tant du point de vue de l'apport de données provenant de la région aux bases de données régionales que de celui de la demande émanant de la région d'installation et de transmission d'information des bases de données du PADIS aux centres régionaux. Toutefois, cela n'a pu se faire en langue arabe, le documentaliste arabophone n'ayant pas encore pris ses fonctions. Les demandes de documents ont été nombreuses, et il y a été répondu rapidement. Il est manifeste que la sous-région tient à avoir davantage accès à divers types d'information concernant le développement, notamment par les services de questions-réponses. Dès le lancement du projet, trois pays nord-africains - Égypte, Libye et Tunisie - ont désigné des centres nationaux participants. Dans trois autres pays - Algérie, Maroc et Soudan - les centres faisaient déjà partie du réseau; ils participent activement au projet, dont ils sont également les bénéficiaires. Deux autres pays - Djibouti et Somalie - ont manifesté clairement leur intérêt pour le projet et ils devraient désigner prochainement des centres nationaux participants au réseau PADIS. Les accords de coopération conclus avec l'ALDOH à Tunis ont été couronnés de succès.

## II. Développement de l'utilisation de bases des données et de l'information du PADIS dans la région

26. L'étude relative aux besoins des utilisateurs n'étant pas terminée, il n'est pas possible d'en tirer des conclusions. Toutefois, il est certain que la demande concernant l'information et les bases de données du PADIS est en hausse.

## III. Elaboration et reproduction des outils et applications informatisés au moyen des services de formation et des services consultatifs

27. On a élaboré des outils et méthodes qui sont en cours d'introduction. Il reste cependant à travailler à leur adaptation aux besoins des arabophones, et l'on attend pour ce faire l'entrée en fonction du documentaliste arabophone. Il existe une nette demande dans la région pour les services de formation et les services consultatifs du PADIS.

## IV. Mise sur pied de l'infrastructure de base dans les techniques de documentation informatisée

28. Les arabophones bénéficient de services et d'activités de formation, ce qui ne manquera pas de s'améliorer et de se développer avec l'arrivée du documentaliste arabophone. Les méthodes du PADIS sont de plus en plus appliquées dans les centres de la région, et leur introduction dans les écoles de bibliothéconomie et d'information de la région ne fera que généraliser leur adoption.

## Objectifs généraux

29. L'objectif du système panafricain de documentation et d'information est de mettre sur pied en Afrique un réseau d'information régional canalisant l'information et les données en vue du développement. En visant l'application du PADIS dans la sous-région de l'Afrique du Nord (et donc la participation au PADIS des pays de la sous-région) le projet tend à réaliser les objectifs globaux du PADIS.

## Progrès accomplis

30. Tout donne à penser que les services et produits du réseau régional sont de plus en plus connus et recherchés dans la région. Les Etats membres sont de plus en plus sensibilisés à la nécessité de gérer l'information dans la planification du développement. Il reste cependant beaucoup à faire pour étendre tous les services du PADIS à l'Afrique du Nord. Une fois que le personnel prévu sera en place, le projet constituera très certainement une contribution de poids à la réalisation de son objectif en matière de développement.



ANNEXE

Rapports établis par le PADIS dans le cadre du projet RAB/88/012

Participation des pays nord-africains au PADIS

Titre	Observations
Rapport de la réunion du Comité technique sous-régional pour l'Afrique du Nord (anglais, arabe, français)	Diffusé auprès des bureaux sous-régionaux de la CEA, des Etats membres de la CEA et des bureaux du PNUD dans la région
Rapport de mission en Algérie concernant l'installation du PADIS-STAT (arabais)	Distribué aux Etats membres, aux MULPOC et aux bureaux du PNUD
Besoins en matière d'information concernant les femmes et le développement : Egypte (anglais, français)	Distribué aux Etats membres, aux MULPOC, aux bureaux du PNUD, à la réunion du Groupe d'experts sur la formation concernant les femmes et le développement
Rapport de la mission à l'ACARTSOD sur la mise au point d'une base de données sociales (anglais)	Distribué aux MULPOC, aux bureaux du PNUD, à l'ACARTSOD
Qu'est-ce que le PADIS ? (arabe) participants	Communiqué aux centres du PADIS, aux planificateurs, aux décideurs et aux chercheurs d'Afrique du Nord